



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique sociale

Question au Gouvernement n° 1015

Texte de la question

POLITIQUE SOCIALE

M. le président. La parole est à M. François Ruffin, pour le groupe La France insoumise.

M. François Ruffin. Ma question s'adresse au ministre de la faïencerie.

Mercredi dernier, le pays l'apprenait : pour leur palais, Brigitte et Emmanuel Macron vont acheter « 900 assiettes de présentation et 300 assiettes à pain, correspondant à l'idée du changement porté par la présidence ».
(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)

Je m'en félicite, même si j'ignore, pour ma part, à quoi ressemblent des assiettes à pain et des assiettes de présentation. Ce ne sont pas, à coup sûr, de vulgaires écuelles : il en coûterait, en effet, plus de 500 000 euros.

Des démagogues s'en sont émus. De mon côté, je le dis tout net : un demi-million, cela n'est rien. Peu importe le prix, pourvu que nos majestés de l'Élysée se restaurent en toute dignité.

Le même jour, le chef de l'État pestait : « On y met un pognon de dingue ! » Il ne songeait pas à sa vaisselle, ni aux 93 milliards de bénéfices du CAC 40, ni aux 47 milliards versés aux actionnaires. Il évoquait les aides aux mères célibataires et aux accidentés de l'emploi. *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs du groupe GDR.)*

C'est vrai, les pauvres coûtent trop cher ! Leurs prestations sont un gouffre pour la nation. À nous d'aider le Président dans sa pédagogie, pour que les Français comprennent ce principe Macron-économique : quand on donne aux pauvres, c'est du gâchis ; quand on donne aux riches, c'est de l'investissement. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe FI.)*

De ce côté, depuis un an, vous avez énormément investi. Votre gouvernement a supprimé l'impôt sur la fortune, diminué la taxe sur les dividendes, et en finira bientôt avec l'*exit tax*.

Mais c'est pour le bien de la France. Et je suis confiant : le peuple est bon, le peuple est généreux. Après la hausse de la contribution sociale généralisée – CSG –, après la baisse des allocations logement, après la suppression des contrats aidés, le peuple est encore prêt à quelques sacrifices.

Alors, monsieur le ministre, quelles nouvelles mesures comptez-vous prendre pour que tous nos amis fortunés puissent changer leur faïencerie ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR ainsi que sur quelques bancs du groupe NG.)*

M. Erwan Balanant. N'importe quoi !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, je ne suis pas certain d'avoir bien saisi le sens profond de votre question,...

M. André Chassaigne. Si, vous l'avez saisi !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* ...mais, décidément, vous avez du mal, ici, à ne pas faire votre cinéma. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Alexis Corbière. Oh, ça suffit les insultes !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* Vous évoquez dans votre question un savoir-faire auquel, je le sais, chacun sur ces bancs est profondément attaché, celui des artisans de la manufacture de Sèvres, qui font la réputation des tables françaises, de notre artisanat, de notre expertise, de notre tradition, et aussi de notre histoire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)*

Le Président de la République, de même que les services du Premier ministre, le ministère de la culture, en un mot, l'ensemble des pouvoirs publics, procèdent à une commande publique à laquelle, je le sais, vous êtes sensible.

M. Éric Coquerel. Ce n'est pas le sujet : on vous parle des APL !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* Cela permet de recevoir dans les meilleures conditions les personnalités qui défilent à l'Élysée – chefs d'État étrangers, responsables associatifs, responsables culturels. Une commande a en effet été passée pour changer le service de table dans sa totalité, ce qui n'avait pas été fait depuis le président René Coty.

M. Éric Straumann. Macron, mieux que le président Coty !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* Il semblait donc indispensable de pouvoir recevoir dans les meilleures conditions les hôtes étrangers, afin de leur faire profiter de ce savoir-faire français...

M. Éric Coquerel. Répondez à la question : on vous parle des aides sociales !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* ...et, par ailleurs, de permettre peut-être à la manufacture de Sèvres et aux personnes qui y travaillent de bénéficier de commandes de responsables étrangers qui, se délectant dans des plats issus du savoir-faire français, auraient vocation, demain, à en commander pour leur pays.

Je vous remercie en tout cas d'avoir appelé l'attention sur ce savoir-faire français et sur les artisans de la manufacture de Sèvres. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Alexis Corbière. Vous ne répondez pas à la question !

Données clés

Auteur : [M. François Ruffin](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1015

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [20 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 juin 2018](#)